Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 5, n°1 | Février 2014

Écologie industrielle, économie de la fonctionnalité

Éditorial : Environnement et justice : un peu moins de mérite, un peu plus d'égalité

Valérie Deldrève

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10169>

DOI : 10.4000/developpementdurable.10169

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Valérie Deldrève, « Éditorial : Environnement et justice : un peu moins de mérite, un peu plus d'égalité », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 5, n°1 | Février 2014, mis en ligne le 04 février 2014, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10169> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10169>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Éditorial : Environnement et justice : un peu moins de mérite, un peu plus d'égalité

Valérie Deldrève

- 1 2013 fut l'année de l'égalité de genre. L'égalité est un principe de justice sociale fondamental dans les rapports de genre, de classe, et autres groupes sociaux ; et pourtant ce principe est souvent éclipsé au profit d'un autre : le mérite. Le mérite justifie bien souvent le traitement inégal de chacun au sein de notre société, de notre entourage, de notre famille ; on s'y réfère au quotidien en matière d'éducation, de travail, voire même de santé. Il contribue également à justifier, avec d'autres principes tel celui du besoin, les grandes et petites décisions publiques. L'environnement n'échappe pas à l'ère de la méritocratie.
- 2 La perte de la biodiversité, la pollution de l'eau et de l'air, le changement climatique..., les mouvements et les politiques environnementalistes dédiées à leurs causes interpellent chacun d'entre nous, dans chacun de ses actes, de production et de consommation, et lui demandent un effort conséquent pour améliorer l'état de l'environnement. L'impact de l'industrie, dont il sera question dans ce numéro, celui des pratiques domestiques et récréatives (y compris celles qui jusque-là n'étaient pas suspectées), tout usage est considéré comme potentiellement nuisible. La mise en place d'une aire protégée ou autres mesures environnementales sous-tend, par conséquent, de discriminer les usages entre eux : de distinguer les « bons » des « mauvais ». Les connaissances écologiques n'y suffisent pas cependant, le développement durable devient alors affaire de mérite. L'enjeu serait de reconnaître les usagers de l'environnement « méritants », ceux qui supporteraient l'effort environnemental, et de responsabiliser, voire contraindre, ceux qui s'en seraient abstenus, afin qu'ils contribuent « à leur tour », financièrement ou en transformant sensiblement leurs pratiques, à protéger l'environnement.
- 3 Le problème est, pour paraphraser I. Young (1990), que le mérite ne se mesure pas scientifiquement... Ce qui fait ou non mérite en matière d'effort environnemental,

comme en tout autre domaine, est défini, sur les scènes participatives mais non moins restreintes de l'action publique, par une élite dont les normes desservent les groupes sociaux moins valorisés. L'*Environmental Justice*, la *Political Ecology* ont montré que, dans l'histoire de l'écologie, les populations pauvres et de couleur se sont vues accusées des maux environnementaux, ou encore que les femmes et les Noirs étaient exclus de la "wilderness". Certes, la responsabilité du développement des pays industriels dans la détérioration de l'environnement a été mise en cause, dès les années 1970, sur la scène internationale ; puis, celle des modes de consommation des populations les plus riches... Pour autant bien des politiques internationales mais aussi nationales font porter l'effort environnemental aux plus démunis. Les décideurs justifient ces inégalités en fonction d'un mérite dont ils sont seuls à définir le contenu. Faut-il en conclure que le mérite parviendra à rendre les politiques environnementales à la fois plus justes et efficaces ? Ou qu'il est lui-même le reflet des inégalités de distribution, de reconnaissance et de participation qu'il est censé justifier ? Si, comme nombre d'auteurs (Wilkinson, Martinez-Alier, Laurent...), nous pensons les inégalités néfastes à l'environnement, ne faudrait-il pas cesser de les trouver justes ? Aucun principe de justice n'est parfait certes, l'égalitarisme n'est lui-même pas sans biais. Mais l'éviction de l'égalité comme principe de justice dans notre vie ordinaire, comme dans le champ de l'action publique, au profit du mérite pourrait faire que, pour l'environnement comme pour tout autre bien, « *les plus méritants soient aussi les plus favorisés et que la collectivité donne ainsi plus à ceux qui ont déjà plus* » (Dubet, 2010 : 93).

- 4 Aussi je vous souhaiterais une très belle année 2014, avec un peu moins de mérite (ou encore d'excellence, cela va sans dire...) et un peu plus d'égalité. Toute l'équipe de DDT vous souhaite également de découvrir ce nouveau numéro de la revue avec grand intérêt. Entre écologie industrielle et économie de la fonctionnalité, il revisite les rapports entre écologie et économie de manière plurielle, renouvelant les approches de l'impact environnemental des activités industrielles, de notre rapport aux produits et à la consommation...

BIBLIOGRAPHIE

Dubet François, 2010, *Repenser la justice sociale*, Seuil, 120 p.

Young Iris Marion, 1990, *Justice and the politics of difference*, Princeton University Press, 256 p.

AUTEUR

VALÉRIE DELDRÈVE

Valérie Deldrève est chargée de recherche en sociologie à l'Irstea de Bordeaux. Ses recherches portent sur les inégalités environnementales et les politiques de protection de la nature, valerie.deldreve@irstea.fr